

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4532

[2007/203398]

7 NOVEMBRE 2007. — Décret portant assentiment à l'avenant du 28 décembre 2006 à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'avenant du 28 décembre 2006 à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'Economie plurielle.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 novembre 2007.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Equipeement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon 651 (2007-2008) N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 7 novembre 2007. Discussion et votes.

Avenant à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle

Vu l'article 35 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 4, 6 et 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988, et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 42;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 55bis;

Vu le décret du 6 mai 1999 et le décret du conseil de la Communauté germanophone du 10 mai 1999 concernant l'exercice par la Communauté germanophone des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu la loi du 26 juin 2001 portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie sociale du 4 juillet 2000;

Vu la loi du 10 mai 2006 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle;

Vu le décret du Parlement flamand du 16 juin 2006 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle;

Vu le décret du 16 mars 2006 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 février 2006 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle;

Vu le décret du Conseil de la Communauté germanophone du 21 décembre 2005 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'Etat, les Régions et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle;

Vu les lignes directrices européennes en matière d'emploi pour l'année 2003, approuvées par le Conseil européen du 22 juillet 2003 et confirmée par le Conseil européen de Bruxelles du 18 juin 2004, notamment les lignes directrices 7 et 10;

Vu l'accord gouvernemental fédéral du 8 juillet 2003;

Vu la déclaration gouvernementale de la Communauté germanophone du 13 septembre 2004;

Vu l'accord gouvernemental flamand du 20 juillet 2004;

Vu l'accord gouvernemental wallon du 19 juillet 2004;

Vu l'accord gouvernemental bruxellois du 10 juillet 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 43.352/2 du 11 juillet 2007;

Considérant que l'Etat fédéral, la Communauté germanophone et les Régions estiment que le développement d'une économie sociale doit être envisagé dans la perspective du développement d'une économie plurielle;

Considérant que l'Etat fédéral, la Communauté germanophone et les Régions souhaitent reconfirmer et développer plus avant leurs ambitions et engagements communs tels que précisés dans l'accord de coopération relatif à l'économie sociale du 4 juillet 2000, en vue du renforcement et du développement de l'économie sociale et de l'économie plurielle;

Considérant qu'il est essentiel de considérer l'économie dans sa globalité en y intégrant non seulement des objectifs économiques, mais aussi des objectifs sociaux, environnementaux et éthiques. De ce fait, il faut donc veiller à développer des projets qui mettent davantage l'accent sur des objectifs sociaux tels que l'accompagnement, la formation ou l'intégration de publics particulièrement fragilisés au sein de la société. Les parties contractantes soulignent le besoin de nouveaux partenariats constructifs et d'un dialogue social pour le développement de l'économie plurielle;

Considérant que l'accord de coopération relatif à l'économie plurielle met l'accent sur la valeur des initiatives combinant des objectifs sociaux et une dynamique économique. Ces objectifs sociaux se situent tant au niveau de l'intégration socioprofessionnelle de groupes cibles qu'à celui du maintien ou du rétablissement de la cohésion sociale, de la promotion de l'égalité des chances, de la recherche d'une société interculturelle, du respect durable de l'environnement, du renforcement des liens entre le Nord et le Sud, etc...;

Considérant que ces objectifs peuvent être appréhendés comme un défi important pour la vie économique dans sa totalité et que les entreprises peuvent remplir un rôle et une responsabilité importante dans la poursuite d'un développement plus durable;

Considérant que les synergies entre les principes de l'économie classique et ceux de l'économie sociale doivent être explorées, soutenues et stimulées davantage;

Considérant qu'il existe un besoin de disposer de modèles et d'instruments permettant de donner un aperçu objectif de la plus-value tant sociale qu'économique des initiatives prises au sein de l'économie classique et de l'économie sociale;

Considérant que les diverses autorités doivent orienter leur politique de soutien en tenant compte des résultats des analyses susmentionnées;

Considérant que le respect des règles en matière de concurrence doit également être considéré sous cet angle;

Considérant que la poursuite du développement et l'ancrage structurel des services de proximité, en vue de satisfaire des besoins individuels et collectifs au niveau local, permettent une augmentation importante des possibilités d'emploi et que ces services contribuent dans une large mesure au renforcement de la cohésion sociale, principalement en raison de l'approche participative qui leur est caractéristique;

Considérant que l'Etat fédéral, la Communauté germanophone et les Régions peuvent et doivent soutenir des initiatives en ce sens dans le respect de leurs compétences respectives;

Considérant qu'il est dès lors souhaitable, dans le cadre d'une harmonisation mutuelle des dispositifs, d'une mise en œuvre coordonnée des moyens budgétaires et d'une élaboration d'un programme de suivi précis des objectifs fixés, que l'Etat, la Communauté germanophone et les Régions concluent un accord de coopération;

L'Etat fédéral, représenté par le Vice-Premier Ministre, Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation, le Ministre compétent pour l'Economie, le Ministre compétent pour l'Emploi, le Ministre compétent pour l'Intégration sociale, et la Secrétaire d'Etat compétente pour l'Economie sociale;

La Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre germanophone compétent pour l'Emploi;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre flamand compétent pour l'Economie sociale;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre compétent pour l'Economie sociale;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de Bruxelles-Capitale, en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre bruxellois compétent pour l'Economie et l'Emploi;

Convientent ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 8 de l'accord de coopération, est inséré un § 1^{er bis}, entre le § 1^{er} et le § 2, rédigé comme suit :

"§ 1^{er bis}. Dans les conditions fixées à l'article 9, les autorités fédérales prévoient pour l'année budgétaire 2006 un montant de € 13.313.756,00 en vue du cofinancement des efforts communs à livrer avec les Régions concernées et la Communauté germanophone, selon la répartition suivante :

— 55,7 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région flamande;

— 33 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région wallonne;

— 10 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région de Bruxelles-Capitale;

— 1,3 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Communauté germanophone."

Art. 2. Dans l'article 8 de l'accord de coopération, est inséré un § 2bis, entre le § 2 et le § 3, rédigé comme suit :

"§ 2bis. Dans les conditions fixées à l'article 9, les autorités fédérales prévoient pour l'année budgétaire 2006 un montant de € 2.030.000,00 en vue du cofinancement des efforts communs devant être fournis dans le cadre des services de proximité avec les Régions concernées et la Communauté germanophone, selon la répartition suivante :

— 55,7 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région flamande;

— 33 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région wallonne;

— 10 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Région de Bruxelles-Capitale;

— 1,3 % des moyens fédéraux sont mis à la disposition des initiatives communes avec la Communauté germanophone."

Art. 3. Dans l'article 9, § 4, de l'accord de coopération du 30 mai 2005, les mots "28 février" sont remplacés par les mots "30 avril".

Fait à Bruxelles, le 28 décembre 2006 en 2 exemplaires originaux (en néerlandais, français, allemand).

Pour l'Etat fédéral :

La Vice-Première Ministre et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,

Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie,

M. VERWILGHEN

Le Ministre de l'Emploi,

P. VANVELTHOVEN

Le Ministre de l'Intégration sociale,

Ch. DUPONT

La Secrétaire d'Etat à l'Economie sociale,

Mme E. VAN WEERT

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,

K.-H. LAMBERTZ

Le Vice-Ministre-Président, Ministre de l'Emploi,

B. GENTGES

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Y. LETERME

La Ministre flamande de l'Economie sociale,

Mme K. VAN BREMPT

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi,

J.-C. MARCOURT

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Emploi et de l'Economie,

B. CEREXHE

Annexe

Pour l'année budgétaire 2006, les montants s'élevaient à :

		Budget 2006						
	Aperçu des moyens des Régions durant l'année budgétaire 1999 (point de départ)	Clé de répartition prévue dans l'ACEP pour la répartition des moyens fédéraux	Financement fédéral dans le cadre de l'ACEP en 2006 (€ 13.313.756 + € 2.030.000)	Cofinancement régional dans le cadre de l'ACEP en 2006 (surplus par rapport au budget 1999)	Apport commun de moyens dans le cadre de l'ACEP en 2006 (fédéral + régional)	Apport de moyens propres à justifier par les régions dans le cadre de l'ACEP pour 2006 (budget 1999 + surplus régional des moyens dans le cadre du cofinancement)	Total minimum de l'apport de moyens pour l'économie sociale (moyens propres de 1999 + moyens totaux fédéraux et régionaux dans le cadre de l'ACEP)	
Région flamande	€ 12.749.164,00	55,70 %	€ 8.546.472,00	€ 8.546.472,00	€ 17.092.944,00	€ 21.295.636,00	€ 29.842.108,00	
Région wallonne	€ 4.709.976,97	33,00 %	€ 5.063.439,00	€ 5.063.439,00	€ 10.126.878,00	€ 9.773.415,97	€ 14.836.854,97	
Région de Bruxelles-Capitale	€ 1.375.809,06	10,00 %	€ 1.534.376,00	€ 1.534.376,00	€ 3.068.752,00	€ 2.910.185,06	€ 4.444.561,06	
Communauté germanophone	€ 0,00	1,30 %	€ 199.469,00	€ 199.469,00	€ 398.938,00	€ 199.469,00	€ 398.938,00	
total	€ 18.834.950,03	100,00 %	€ 15.343.756,00	€ 15.343.756,00	€ 30.687.512,00	€ 34.178.706,03	€ 49.522.462,03	

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 4532

[2007/203398]

7. NOVEMBER 2007 — Dekret zur Billigung des Zusatzvertrags vom 28. Dezember 2006 zum Kooperationsabkommen vom 30. Mai 2005 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es :

Artikel 1 - Vorliegendes Dekret regelt eine in Art. 39 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

Art. 2 - Der Zusatzvertrag vom 28. Dezember 2006 zum Kooperationsabkommen vom 30. Mai 2005 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft wird gebilligt.

Art. 3 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2006 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 7. November 2007

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MAR

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
P. MAGNETTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Sitzung 2007-2008.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 651 (2007-2008) Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll— Öffentliche Sitzung vom 7. November 2007. Diskussion und Abstimmung.

Zusatzvertrag zum Kooperationsabkommen vom 30. Mai 2005 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft

Aufgrund des Artikels 35 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere der Artikel 4, 6 und 92*bis* § 1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 betreffend die Brüsseler Institutionen, insbesondere des Artikels 42;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, insbesondere des Artikels 55*bis*;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 und des Dekrets des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 10. Mai 1999 zur Ausübung der Befugnisse der Wallonischen Region in den Angelegenheiten Beschäftigung und Ausgrabungen durch die Deutschsprachige Gemeinschaft;

Aufgrund der durch den Königlichen Erlass vom 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, insbesondere der Artikel 55 und 58;

Aufgrund des Gesetzes vom 26. Juni 2001 zur Billigung des Kooperationsabkommens vom 4. Juli 2000 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft;

Aufgrund des Gesetzes vom 10. Mai 2006 zur Billigung des Kooperationsabkommens vom 30. Mai 2005 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft;

Aufgrund des Dekrets des Flämischen Parlaments vom 16. Juni 2006 zur Billigung des Kooperationsabkommens vom 30. Mai 2005 zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft;

Aufgrund des Dekrets vom 16. März 2006 zur Billigung des Kooperationsabkommens vom 30. Mai 2005 zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft;

Aufgrund der Ordonnanz des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt vom 23. Februar 2006 zur Billigung des Kooperationsabkommens vom 30. Mai 2005 zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft;

Aufgrund des Dekrets des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 21. Dezember 2005 zur Billigung des Kooperationsabkommens vom 30. Mai 2005 zwischen dem Staat, den Regionen und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Solidarwirtschaft;

Aufgrund der europäischen Beschäftigungsleitlinien für 2003, die der Europäische Rat vom 22. Juli 2003 angenommen und am 18. Juni 2004 in Brüssel bekräftigt hat, insbesondere die Leitlinien 7 und 10;

Aufgrund des Abkommens der Föderalregierung vom 8. Juli 2003;

Aufgrund der Regierungserklärung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 13. September 2004;

Aufgrund des Abkommens der Regierung von Flandern vom 20. Juli 2004;

Aufgrund des Abkommens der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2004;

Aufgrund des Abkommens der Brüsseler Regierung vom 10. Juli 2004;

Aufgrund des am 11. Juli 2007 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 43.352/2;

In Erwägung dessen, dass der Föderalstaat, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Regionen der Auffassung sind, dass der Aufbau einer Sozialwirtschaft mit Blick auf die Entwicklung einer Solidaritätswirtschaft erwogen werden muss;

In Erwägung dessen, dass der Föderalstaat, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Regionen ihre gemeinsamen im Kooperationsabkommen zur Sozialwirtschaft vom 4. Juli 2000 dargelegten Ambitionen und Verpflichtungen bekräftigen und weiterentwickeln wollen, um die Sozial- und Solidarwirtschaft zu stärken und auszubauen;

In Erwägung dessen, dass eine ganzheitliche Betrachtung der Wirtschaft grundlegend ist, indem nicht nur wirtschaftliche Ziele, sondern auch soziale, umweltbezogene und ethische Ziele integriert werden. Daher gilt es, Projekte zu entwickeln, bei denen soziale Ziele wie Betreuung, Bildung oder Eingliederung von besonders gefährdeten Zielgruppen in die Gesellschaft in den Vordergrund gerückt werden. Die Vertragsparteien unterstreichen die Notwendigkeit neuer, konstruktiver Partnerschaften sowie eines sozialen Dialogs zur Entwicklung der Solidarwirtschaft;

In Erwägung dessen, dass vorliegendes Kooperationsabkommen vor allem den Wert der Initiativen unterstreicht, bei denen soziale Ziele und wirtschaftliche Dynamik miteinander kombiniert werden. Diese sozialen Ziele betreffen einerseits die soziale und berufliche Eingliederung von Zielgruppen und andererseits den Fortbestand bzw. die Wiederherstellung der sozialen Kohäsion, die Förderung der Chancengleichheit, das Streben nach einer interkulturellen Gesellschaft, den nachhaltigen Umweltschutz, die Stärkung der Beziehungen zwischen Nord und Süd, usw.;

In Anbetracht der Tatsache, dass diese Ziele als große Herausforderung für das Wirtschaftsleben gelten, und dass die Unternehmen eine Rolle und eine wichtige Verantwortung beim Streben nach einer nachhaltigeren Entwicklung übernehmen können;

In Anbetracht der Tatsache, dass die Synergien zwischen den Grundsätzen der klassischen Wirtschaft und denen der Sozialwirtschaft stärker erforscht, unterstützt und gefördert werden müssen;

In Anbetracht der Tatsache, dass Modelle und Instrumente erforderlich sind, die einen objektiven Überblick des sozialen und wirtschaftlichen Mehrwerts der im Rahmen der klassischen Wirtschaft und der Sozialwirtschaft ergriffenen Initiativen ermöglichen;

In Anbetracht der Tatsache, dass die verschiedenen Behörden ihre unterstützende Politik unter Berücksichtigung der Ergebnisse oben erwähnter Analysen ausrichten müssen;

In Anbetracht der Tatsache, dass die Einhaltung der Wettbewerbsvorschriften ebenfalls aus diesem Blickwinkel betrachtet werden muss;

In Anbetracht der Tatsache, dass der weitere Ausbau und die strukturelle Verankerung der Nachbarschaftsdienste zur Abdeckung der individuellen und kollektiven Bedürfnisse auf lokaler Ebene eine beträchtliche Steigerung der Beschäftigungsmöglichkeiten eröffnen, und dass diese Dienstleistungen in großem Maße zur Festigung der sozialen Kohäsion beitragen, hauptsächlich wegen des für sie kennzeichnenden partizipativen Ansatzes;

In der Erwägung, dass der Föderalstaat, die deutschsprachige Gemeinschaft und die Regionen unter Beachtung ihrer jeweiligen Befugnisse Initiativen in diesem Sinne unterstützen können und müssen;

In Erwägung dessen, dass es daher angebracht ist, dass der Staat, die Regionen und die Deutschsprachige Gemeinschaft im Rahmen einer gegenseitigen Harmonisierung der Bestimmungen für eine abgestimmte Bereitstellung der Haushaltsmittel und der Ausarbeitung eines genauen Follow-up-Programms der festgesetzten Ziele ein Kooperationsabkommen abschließen,

Der Föderalstaat, vertreten durch den Vize-Premierminister, Minister für Haushalt und Verbraucherschutz, den für Wirtschaft zuständigen Minister, den für Beschäftigung zuständigen Minister, den für soziale Eingliederung zuständigen Minister, und die für Sozialwirtschaft zuständige Staatssekretärin;

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person des Ministerpräsidenten und des deutschsprachigen Ministers für Beschäftigung;

Die Flämische Region, vertreten durch die flämische Regierung in der Person des Ministerpräsidenten und in der Person des für Sozialwirtschaft zuständigen flämischen Ministers;

Die Wallonische Region, vertreten durch die wallonische Regierung in der Person des Ministerpräsidenten und in der Person des Sozialwirtschaft zuständigen Ministers;

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch die Regierung Brüssel-Hauptstadt in der Person ihres Ministerpräsidenten und in der Person des Brüsseler Ministers für Wirtschaft und Beschäftigung;

Haben Folgendes vereinbart :

Artikel 1 - In Artikel 8 des Kooperationsabkommens wird ein § 1 *bis* mit folgendem Wortlaut zwischen § 1 und § 2 eingefügt :

„§ 1 *bis*. Unter den in Artikel 9 festgelegten Bedingungen sehen die föderalen Behörden für das Haushaltsjahr 2006 einen Betrag in Höhe von € 13.313.756,00 zwecks der Mitfinanzierung der gemeinsamen Bemühungen mit den betroffenen Regionen und der deutschsprachigen Gemeinschaft nach folgender Verteilung vor :

— 55,7% der föderalen Mittel werden für mit der Flämischen Region gemeinsame Initiativen zur Verfügung gestellt;

— 33% der föderalen Mittel werden für mit der Wallonischen Region gemeinsame Initiativen zur Verfügung gestellt;

— 10% der föderalen Mittel werden für mit der Region Brüssel-Hauptstadt gemeinsame Initiativen zur Verfügung gestellt;

— 1,3% der föderalen Mittel werden für mit der deutschsprachigen Gemeinschaft gemeinsame Initiativen zur Verfügung gestellt.“

Art. 2 - In Artikel 8 des Kooperationsabkommens wird ein § *2bis* mit folgendem Wortlaut zwischen § 2 und § 3 eingefügt :

“§ *2bis*. Unter den in Artikel 9 festgelegten Bedingungen sehen die föderalen Behörden für das Haushaltsjahr 2006 einen Betrag in Höhe von € 2.030.000,00 zwecks der Mitfinanzierung der gemeinsamen Bemühungen im Rahmen der Nachbarschaftsdienste mit den betroffenen Regionen und der deutschsprachigen Gemeinschaft nach folgender Verteilung vor :

— 55,7% der föderalen Mittel werden für mit der Flämischen Region gemeinsame Initiativen zur Verfügung gestellt;

— 33% der föderalen Mittel werden für mit der Wallonischen Region gemeinsame Initiativen zur Verfügung gestellt;

— 10% der föderalen Mittel werden für mit der Region Brüssel-Hauptstadt gemeinsame Initiativen zur Verfügung gestellt;

— 1,3% der föderalen Mittel werden für mit der deutschsprachigen Gemeinschaft gemeinsame Initiativen zur Verfügung gestellt.“

Art. 3 - In Artikel 9, § 4 des Kooperationsabkommens vom 30. Mai 2005 werden die Wörter “28. Februar” durch “30. April” ersetzt.

Geschehen zu Brüssel am 28. Dezember 2006 in 2 Urschriften (in niederländischer, französischer und deutscher Sprache).

Für den Föderalstaat:

Die Vizepremierministerin und Ministerin für Haushalt und Verbraucherschutz,

Frau F. VAN DEN BOSSCHE

Der Minister der Wirtschaft,

M. VERWILGHEN

Der Minister der Beschäftigung,

P. VANVELTHOVEN

Der Minister der sozialen Eingliederung,

Ch. DUPONT

Die Staatssekretärin für soziale Wirtschaft,

Frau E. VAN WEERT

Für die deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

K.-H. LAMBERTZ

Der stellvertretende Ministerpräsident, Minister der Beschäftigung,

B. GENTGES

Für die Flämische Region:

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,

Y. LETERME

Die flämische Ministerin der sozialen Wirtschaft,

Frau K. VAN BREMPT

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,

J.-C. MARCOURT

Für die Region Brüssel-Hauptstadt:

Der Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

Ch. PICQUE

Der Minister der Beschäftigung und der Wirtschaft,

B. CEREXHE

ANLAGE

Für das Haushaltsjahr 2006 belaufen sich die Beträge auf:

Haushalt 2006							
	Übersicht der Mittel der Regionen während des Haushaltsjahrs 1999 (Ausgangspunkt)	Im "ACES" zur Verteilung der föderalen Mittel vorgesehener Verteilungsschlüssel	Föderale Finanzierung im Rahmen des "ACES" in 2006 (€13.313.756 + €2.030.000)	Regionale Mitfinanzierung im Rahmen des "ACES" in 2006 (Überschuss im Verhältnis zum Haushalt 1999)	Gemeinsame Einbringung von Mitteln im Rahmen des "ACES" in 2006 (föderale + regionale)	Einbringung von eigenen Mitteln, die durch die Regionen im Rahmen des "ACES"; für 2006 zu begründen sind (Haushalt 1999 + regionaler Überschuss der Mittel im Rahmen der Mitfinanzierung)	Mindestgesamtbetrag der Einbringung von Mitteln für die soziale Wirtschaft (eigene Mittel von 1999 + föderale und regionale Gesamtmittel im Rahmen des "ACES")
Flämische Region	€ 12.749.164,00	55,70%	€ 8.546.472,00	€ 8.546.472,00	€ 17.092.944,00	€ 21.295.636,00	€ 29.842.108,00
Wallonische Region	€ 4.709.976,97	33,00%	€ 5.063.439,00	€ 5.063.439,00	€ 10.126.878,00	€ 9.773.415,97	€ 14.836.854,97
Region Brüssel-Hauptstadt	€ 1.375.809,06	10,00%	€ 1.534.376,00	€ 1.534.376,00	€ 3.068.752,00	€ 2.910.185,06	€ 4.444.561,06
Deutschsprachige Gemeinschaft	€ 0,00	1,30%	€ 199.469,00	€ 199.469,00	€ 398.938,00	€ 199.469,00	€ 398.938,00
Gesamt	€ 18.834.950,03	100,00%	€ 15.343.756,00	€ 15.343.756,00	€ 30.687.512,00	€ 34.178.706,03	€ 49.522.462,03

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4532

[2007/203398]

7 NOVEMBER 2007. — Decreet houdende instemming met het aanhangsel van 28 december 2006 bij het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Het aanhangsel van 28 december 2006 bij het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie is goedgekeurd.

Art. 3. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2006.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 november 2007.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waalse Parlement, 651 (2007-2008) Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 7 november 2007. Bespreking en stemmingen.

Aanhangsel bij het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie

Gelet op het artikel 35 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikelen 4, 6 en 92bis, § 1; ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming van de instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 55bis;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 mei 1999 en het decreet van de Duitstalige gemeenschapsraad van 10 mei 1999 houdende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake Tewerkstelling en Opgravingen;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 55 en 58;

Gelet op de wet van 26 juni 2001 betreffende de instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de sociale economie van 4 juli 2000;

Gelet op de wet van 10 mei 2006 betreffende de instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie van 30 mei 2005;

Gelet op het decreet van het Vlaams Parlement van 16 juni 2006 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 16 maart 2006 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardeneconomie;

Gelet op de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestraad van 23 februari 2006 houdende goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardenconomie;

Gelet op het decreet van de Raad van de Duitstalige gemeenschap van 21 december 2005 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Staat, de Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardenconomie;

Gelet op de Europese werkgelegenheidsrichtsnoeren van 2003, bevestigd door de Europese Raad van 22 juli 2003 en herbevestigd door de Europese Raad van Brussel van 18 juni 2004, in het bijzonder de richtsnoeren 7 en 10;

Gelet op het federaal regeerakkoord van 8 juli 2003;

Gelet op de regeringsverklaring van de Duitstalige Gemeenschap van 13 september 2004;

Gelet op het Vlaams regeerakkoord van 20 juli 2004;

Gelet op het Waals regeerakkoord van 19 juli 2004;

Gelet op het Brussels regeerakkoord van 10 juli 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 43.352/2 van 11 juli 2007;

Overwegende dat de federale Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten van oordeel zijn dat de uitbouw van een sociale economie in het perspectief dient geplaatst van de uitbouw van een meerwaardenconomie;

Overwegende dat de federale Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten hun gezamenlijk verbintenissen en ambities als bedoeld in het samenwerkingsakkoord voor sociale economie van 4 juli 2000, met het oog op een verdere versterking en uitbouw van de sociale economie en de meerwaardenconomie wensen te herbevestigen en verder uit te bouwen;

Overwegende dat het belangrijk is de economie in haar globaliteit te beschouwen waarbij niet alleen economische maar ook sociale, ecologische en ethische doelstellingen worden geïntegreerd. Ervan uitgaande dat men moet er ook voor zorgen dat er projecten ontwikkeld worden die de sociale objectieven zoals begeleiding, vorming of integratie van kansengroepen in de maatschappij meer beklemtonen. Onderstrepen de contracterende partijen de noodzaak aan nieuwe constructieve partnerships en een maatschappelijke dialoog voor de ontwikkeling van een zogenaamde meerwaardenconomie;

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord meerwaardenconomie de waarde beklemtoont van initiatieven die maatschappelijke doelstellingen combineren met een economische dynamiek. Deze maatschappelijke doelstellingen situeren zich zowel op het vlak van de socio-professionele integratie van kansengroepen als op het vlak van het behoud of het herstel van de sociale cohesie, het bevorderen van gelijke kansen, het streven naar een interculturele samenleving, het duurzaam omgaan met het leefmilieu, het versterken van de banden tussen Noord en Zuid, e.a.;

Overwegende dat deze doelstellingen ook kunnen beschouwd worden als een belangrijke uitdaging voor de economie in haar totaliteit en dat ondernemingen een belangrijke rol en verantwoordelijkheid te vervullen hebben in het streven naar een meer duurzame ontwikkeling;

Overwegende de synergieën tussen principes uit de reguliere en de sociale economie beter dienen te worden onderzocht, gesteund en gestimuleerd;

Overwegende dat er nood bestaat aan modellen en instrumenten die zowel de maatschappelijke als de economische meerwaarde van initiatieven binnen de sociale economie en binnen de reguliere economie op objectieve wijze in kaart brengen;

Overwegende dat de diverse overheden hun ondersteuningsbeleid moeten oriënteren rekening houdend met de resultaten van de hierboven vermelde analyses;

Overwegende dat het naleven van de concurrentieregels ook vanuit deze invalshoek dient belicht te worden;

Overwegende dat de verdere uitbouw en structurele verankering van buurt- en nabijheidsdiensten met het oog op het invullen van collectieve of individuele behoeften op lokaal vlak belangrijke groeikansen op het vlak van werkgelegenheid bieden, en tevens een belangrijke bijdrage leveren in het versterken van de sociale cohesie, voornamelijk door hun kenmerkende participatieve aanpak;

Overwegende dat de federale Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten vanuit hun respectievelijke bevoegdheden initiatieven in die zin kunnen en moeten ondersteunen;

Overwegende dat het derhalve wenselijk is dat de federale Staat, de Duitstalige Gemeenschap en de Gewesten in het kader van een wederzijdse afstemming van de beleidsmaatregelen, een gecoördineerde inzet van budgettaire middelen en een nauwgezette monitoring van de vooropgestelde doelstellingen, een samenwerkingsakkoord sluiten,

De federale Staat, vertegenwoordigd door de Vice-eerste Minister, Minister van Begroting en Consumentenzaken, de Minister bevoegd voor Economie, de Minister bevoegd voor Werk, de Minister bevoegd voor Maatschappelijke Integratie en de Staatssecretaris bevoegd voor Sociale Economie;

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Duitstalige Minister bevoegd voor Werkgelegenheid;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Vlaamse Minister bevoegd voor Sociale Economie;

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Minister bevoegd voor Sociale Economie;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in de persoon van de Minister-President en van de Brusselse Minister bevoegd voor Economie en Tewerkstelling,

Komen het volgende overeen :

Artikel 1. In artikel 8 van het samenwerkingsakkoord wordt tussen § 1 en § 2 een § *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“§ *1bis*. Onder de voorwaarden bepaald in artikel 9 wordt voor het begrotingsjaar 2006 door de federale overheid een bedrag van € 13.313.756,00 voorzien ter cofinanciering van gezamenlijke inspanningen te leveren met de betrokken Gewesten en de Duitstalige Gemeenschap volgens de volgende verdeling :

— 55,7 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Vlaamse Gewest;

— 33 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Waals Gewest;

— 10 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

— 1,3 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met de Duitstalige Gemeenschap.”

Art. 2. In artikel 8 van het samenwerkingsakkoord wordt tussen § 2 en § 3 een § 2*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

”§ 2*bis*. Onder de voorwaarden bepaald in artikel 9 wordt voor het begrotingsjaar 2006 door de federale overheid een bedrag van € 2.030.000,00 voorzien ter cofinanciering van gezamenlijke inspanningen te leveren in het kader van de buurt-en nabijheidsdiensten met de betrokken gewesten en de Duitstalige Gemeenschap volgens de volgende verdeling :

— 55,7 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Vlaamse Gewest;

— 33 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Waals Gewest;

— 10 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

— 1,3 % van deze federale middelen ter beschikking voor gezamenlijke initiatieven met de Duitstalige Gemeenschap.”

Art. 3. In artikel 9, § 4, van het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 worden de woorden ”28 februari” vervangen door de woorden ”30 april”.

Opgemaakt te Brussel, op 28 december 2006 in 2 originele exemplaren (Nederlands, Frans, Duits).

Voor de federale Staat :

De Vice-Eerste Minister, Minister van Begroting en Consumentenzaken,
F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
Ch. DUPONT

De Staatssecretaris voor Sociale Economie,
Mevr. E. VAN WEERT

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
K.-H. LAMBERTZ

De Vice-Minister-President, Minister van Tewerkstelling,
B. GENTGES

Voor het Vlaams Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
Y. LETERME

De Vlaamse minister van Sociale Economie,
Mevr. K. VAN BREMPT

Voor het Waals Gewest :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie en Werk,
J.-C. MARCOURT

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
Ch. PICQUE

De Minister van Tewerkstelling en Economie,
B. CEREXHE

Bijlage

Bedragen voor het begrotingsjaar 2006 :

		Begroting 2006					
	Overzicht van de middelen van de Gewesten gedurende het begrotingsjaar 1999 (vertrekpunt)	Verdeelsleutel voorzien in het samenwerkingsakkoord meerwaarden-economie voor de verdeling van de federale middelen	Federale financiering in het kader van het samenwerkingsakkoord meerwaarden-economie in 2006 (€ 13.313.756 + € 2.030.000)	Gewestelijke cofinanciering in het kader van het samenwerkingsakkoord meerwaarden-economie in 2006 (overschot t.o.v. de begroting 1999)	Gemeenschappelijke inbreng van middelen in het kader van het samenwerkingsakkoord meerwaarden-economie in 2006 (federaal + gewestelijk)	Inbreng van eigen middelen te rechtvaardigen door de gewesten in het kader van het samenwerkingsakkoord meerwaarden-economie voor 2006 (begroting 1999 + gewestelijk overschot van de middelen in het kader van de cofinanciering)	Mimumumtotaal van de inbreng van middelen voor sociale economie (eigen middelen 1999 + totale federale en gewestelijke middelen in het kader van het samenwerkingsakkoord meerwaarden-economie)
Vlaams Gewest	€ 12.749.164,00	55,70 %	€ 8.546.472,00	€ 8.546.472,00	€ 17.092.944,00	€ 21.295.636,00	€ 29.842.108,00
WaaIs Gewest	€ 4.709.976,97	33,00 %	€ 5.063.439,00	€ 5.063.439,00	€ 10.126.878,00	€ 9.773.415,97	€ 14.836.854,97
Brussels Hoofdstedelijk Gewest	€ 1.375.809,06	10,00 %	€ 1.534.376,00	€ 1.534.376,00	€ 3.068.752,00	€ 2.910.185,06	€ 4.444.561,06
Duitstalige Gemeenschap	€ 0,00	1,30 %	€ 199.469,00	€ 199.469,00	€ 398.938,00	€ 199.469,00	€ 398.938,00
totaal	€ 18.834.950,03	100,00 %	€ 15.343.756,00	€ 15.343.756,00	€ 30.687.512,00	€ 34.178.706,03	€ 49.522.462,03